



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.798/2/V
du 28 août 2020

advies 67.798/2/V
van 28 augustus 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
modification de l'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
21 mars 2018 relatif à la
situation administrative et
pécuniaire des membres du
personnel contractuel des
services publics régionaux de
Bruxelles'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende wijziging
van [het besluit] van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 21 maart 2018
betreffende de rechtspositie en
de bezoldigingsregeling van de
contractuele personeelsleden
van de gewestelijke
overheidsdiensten van Brussel'

Le 15 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2020, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2020.

*

Op 15 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 31 augustus 2020 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende wijziging van [het besluit] van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La note au Gouvernement indique que le projet contient essentiellement des modifications de forme de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : « l'arrêté SPRB-contractuels »).

Or, il apparaît que le projet implique des modifications qui ne sont pas que de pure forme.

Le projet sera utilement accompagné d'un rapport au Gouvernement décrivant de manière précise les modifications envisagées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 4 indiquera la date à laquelle le test d'égalité des chances a été réalisé.
2. L'alinéa 6 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.798/2V du Conseil d'État, donné le 28 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »¹.

¹ Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Invité à justifier le fait que la modification apportée l'article 9, § 5, de l'arrêté SPRB-contractuels a pour effet qu'un lauréat d'une sélection statutaire n'est plus dispensé de l'épreuve écrite anonyme, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Actuellement, cet arrêté [SPRB-contractuels] prévoit une dispense de toute la sélection pour être engagé comme contractuel si le candidat est lauréat d'une épreuve de sélection statutaire organisée par SELOR (art. 5, § 3). Par ailleurs, il est prévu que les lauréats d'une sélection statutaire organisée par le service public régional de Bruxelles sont dispensés de l'épreuve écrite anonyme (art. 9, § 5). Il y a donc une redondance partielle. Nous proposerions alors de supprimer le § 3 de l'art. 5 afin que le candidat soit dispensé de l'épreuve écrite s'il a réussi une sélection statutaire sur base de l'art. 9, § 5 ».

Il paraît résulter de cette réponse que l'intention est en réalité de supprimer l'article 5, § 3, du texte actuellement applicable sans modifier l'article 9, § 5, du même texte, ce qui aura pour effet, d'une part, qu'à la différence de la situation actuelle, les lauréats d'une épreuve statutaire organisée par SELOR ne seront plus dispensés de l'ensemble de la sélection visée par l'article 9 de l'arrêté SPRB-contractuels mais uniquement de l'épreuve écrite anonyme relative à cette sélection et que, d'autre part, tous les lauréats d'une sélection statutaire ou contractuelle organisée pour les entités visées à l'article 9, § 5, de l'arrêté SPRB-contractuels resteront dispensés de l'épreuve écrite anonyme relative à la sélection visée à l'article 9 du même statut.

Si telle est effectivement l'intention, le texte doit être adapté en ce sens en se bornant donc à abroger l'article 5, § 3, de l'arrêté SPRB-contractuels sans supprimer les mots « statutaire ou » à l'article 9, § 5.

Article 2

Les mots « du titre VII du livre I^{er} » seront insérés :

- à l'article 14, alinéa 3, en projet, après les mots « le chapitre III » ;
- à l'article 14, alinéa 4, en projet, après les mots « le chapitre V ».

Article 5

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur déroge à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', qui énonce que

« [l]es arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. Les arrêtés notifiés aux intéressés sont obligatoires à partir de la notification ou de leur publication si elle lui est antérieure ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

La règle d'entrée en vigueur à l'examen présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas de ce délai normal de dix jours.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ².

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 156.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Volgens de nota aan de Regering bevat het ontwerp in essentie vormelijke wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: “het besluit GOB-contractuelen”).

Het ontwerp blijkt echter ook wijzigingen te impliceren die niet louter vormelijk zijn.

Het zou nuttig zijn dat bij het ontwerp een verslag aan de Regering wordt gevoegd waarin de voorgenomen wijzigingen nauwkeurig worden beschreven.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het vierde lid moet worden vermeld op welke datum de gelijkekansentest is uitgevoerd.

2. Het zesde lid, dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State, moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 67.798/2V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”¹.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Op het verzoek te rechtvaardigen dat de wijziging die wordt aangebracht in artikel 9, § 5, van het besluit GOB-contractuelen tot gevolg heeft dat de geslaagde van een statutaire selectie niet langer is vrijgesteld van de anonieme schriftelijke proef, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“Actuellement, cet arrêté [GOB-contractuelen] prévoit une dispense de toute la sélection pour être engagé comme contractuel si le candidat est lauréat d’une épreuve de sélection statutaire organisée par SELOR (art. 5, § 3). Par ailleurs, il est prévu que les lauréats d’une sélection statutaire organisée par le service public régional de Bruxelles sont dispensés de l’épreuve écrite anonyme (art. 9, § 5). Il y a donc une redondance partielle. Nous proposerions alors de supprimer le § 3 de l’art. 5 afin que le candidat soit dispensé de l’épreuve écrite s’il a réussi une sélection statutaire sur base de l’art. 9, § 5”.

Uit dat antwoord kan men opmaken dat de werkelijke bedoeling erin bestaat artikel 5, § 3, van de momenteel geldende tekst op te heffen, zonder artikel 9, § 5, van dezelfde tekst te wijzigen. Het gevolg daarvan is dat, enerzijds, de geslaagden van een statutaire proef georganiseerd door SELOR, in tegenstelling tot de huidige situatie niet meer vrijgesteld zullen zijn van heel de selectie bedoeld in artikel 9 van het besluit GOB-contractuelen maar enkel nog van de anonieme schriftelijke proef van die selectie en dat, anderzijds, alle geslaagden van een statutaire of contractuele selectie die is georganiseerd voor de entiteiten bedoeld in artikel 9, § 5, van het besluit GOB-contractuelen, vrijgesteld zullen blijven van de anonieme schriftelijke proef van de selectie bedoeld in artikel 9 van hetzelfde statuut.

Als dat inderdaad de bedoeling is, moet de tekst in die zin worden aangepast: men moet er zich dus toe beperken artikel 5, § 3, van het besluit GOB-contractuelen op te heffen, zonder daarbij de woorden “statutaire of” in artikel 9, § 5, te schrappen.

Artikel 2

De woorden “van titel VII van boek I” moeten worden ingevoegd:

- in het ontworpen artikel 14, derde lid, na de woorden “hoofdstuk III”;
- in het ontworpen artikel 14, vierde lid, na de woorden “hoofdstuk V”.

Artikel 5

Volgens de voorliggende bepaling treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op de maand van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Een dergelijke regel van inwerkingtreding wijkt af van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, dat als volgt luidt:

“De besluiten zijn verbindend de tiende dag na die waarop zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, tenzij zij een andere termijn bepalen. De besluiten waarvan kennis is gegeven aan de belanghebbenden, zijn verbindend vanaf de kennisgeving of vanaf de bekendmaking, als deze voorafgaat”.

De bedoeling van die bepaling is dat iedereen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Het nadeel van de voorliggende regel van inwerkingtreding is dat, indien het ontworpen besluit op het eind van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over die normale termijn van tien dagen zullen beschikken.

De voorliggende bepaling hoort te worden weggelaten zodat wordt verwezen naar het gemene recht inzake de inwerkingtreding, tenzij er een bijzondere reden zou bestaan om daarvan af te wijken. Indien de formulering van het ontwerp wordt behouden, moet worden gezorgd voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 156.